

Retraites : les vrais enjeux pour un vrai débat

Au prétexte d'assurer le financement des retraites, toutes les réformes menées depuis 1993 ont abouti à une baisse importante du niveau des pensions. Le gouvernement veut aller encore plus loin : remettre en cause le droit à la retraite à 60 ans et augmenter encore la durée de cotisations.

L'orchestration de la propagande en faveur d'une nouvelle réforme des retraites a accéléré son tempo. Après les exigences exprimées par le Medef tout au long de l'année 2009 pour reculer l'âge de la retraite et la certitude affichée par le gouvernement d'y procéder, le Conseil d'orientation des retraites (Cor) a remis au Parlement son rapport qui étudie le passage d'un système par répartition par annuités à un système par points ou par comptes notionnels.

Disons-le nettement : ce changement complet de système serait une catastrophe. Le résultat serait sans appel : le Cor estime à 15% la nouvelle baisse des pensions à prévoir. Dans tout les cas, la plupart des salarié-e-s, et surtout les salarié-e-s pauvres et effectuant les travaux pénibles, seraient obligé-e-s de travailler toujours plus longtemps.

Or la question des retraites ne sera pas résolue tant qu'on ne s'attaquera pas à la racine du pro-

blème : la répartition entre revenus du travail (retraites incluses) et la durée du travail. Tant que le tabou d'un accroissement des cotisations patronales – soit en augmentant le taux, soit en élargissant l'assiette – dominera, rien ne sera possible hormis l'aggravation de la pauvreté, des inégalités et des discriminations envers les femmes.

L'argument massue de la démographie ne tient pas quand on sait que, d'une part, le taux de fécondité (et donc celui du renouvellement des générations) en France est l'un des plus hauts d'Europe, et que, d'autre part, l'espérance de vie ne progresse malheureusement plus (source : Insee 2008).

Attac*, qui a joué un rôle important en 2003 pour décrypter les mensonges et les bêtises entourant la question des retraites, s'engagera résolument au côté de ceux et celles qui défendront la solidarité et qui refuseront l'accaparement des richesses par une minorité.

Les comités locaux Attac* d'Ile-de-France vous invitent à vous informer et débattre de ces questions qui, loin d'être techniques et réservées aux experts, méritent un vrai débat de société. C'est à nous de choisir et de bâtir notre système de retraite, notre société, nos vies. ★

Réunion débat

avec Pierre Khalfa

membre du conseil scientifique d'Attac*

jeudi 20 mai à 20 heures

au Fiap Jean-Monnet (30 rue Cabanis, 14^e, près de l'hôpital Sainte-Anne, métro Denfert ou Saint-Jacques, bus 62)



organisée par les comités Attac* Paris 13 et Paris 14

Association pour la taxation des transactions financières et l'action citoyenne

Paris 13 : Maison des associations, boîte n° 43, 11 rue Caillaux, 75013 Paris ;

tél. : 01 77 17 17 91 ; courriel : paris13@attac.org ; site web : www.local.attac.org/paris13.